

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

Mittwoch (Vormittag), 7. September 2016

Erziehungsdirektion

19 2016.RRGR.588 Kreditgeschäft Archäologische Rettungsgrabung Nidau, Agglolac. Rahmenkredit 2019–2034

Beilage Nr. 15, RRB 656/2016

Präsident. Wir gehen zu einem ähnlichen Thema: Traktandum 19 «Archäologische Rettungsgrabung Nidau, Rahmenkredit 2019–2034». Es handelt sich ebenfalls um ein Kreditgeschäft. Der Kommissionssprecher ist Grossrat Gasser.

Peter Gasser, Bévillard (PSA), Kommissionssprecher der BiK. La Commission de la formation vous recommande par 9 voix pour, 2 voix contre et 4 abstentions d'accepter le crédit-cadre des fouilles archéologiques de sauvetage à Nidau Agglolac. Les villes de Bienne et Nidau veulent construire un nouveau quartier baptisé Agglolac sur l'ancien site d'Expo 02. 124 000 mètres carrés de surface de plancher seront créées, avant tout pour des locaux d'habitation. Le chantier se situe pour l'essentiel sur les terrains appartenant aux villes de Bienne et Nidau. Cela permettra donc de densifier la zone d'habitation urbaine vers l'intérieur. On sait depuis longtemps que le site renferme des strates archéologiques. En 1989 déjà, un premier état des lieux révélait des sites archéologiques enfouis. Plusieurs sondages, avec les derniers en 2016, ont permis de découvrir des palafittes jusqu'à huit mètres de profondeur. La Commission fédérale des monuments historiques reconnaît l'importance du site, tout comme l'Unesco, et demande de placer sous protection les vestiges les plus significatifs. Le concept urbanistique pour Agglolac tient compte de cette recommandation. Ainsi, dans les zones concernées, ceux-ci doivent être mis à jour et documentés avant leur destruction. Par ailleurs, la technique de construction permettra de laisser les strates archéologiques intactes grâce à une construction, pour l'essentiel, au-dessus des ruines.

Selon la stratégie de protection du patrimoine de 2015, le Service archéologique n'intervient pour effectuer des fouilles de sauvetage que s'il est impossible de continuer à protéger le site en le laissant intact. D'autre part, si les moyens nécessaires à l'étude scientifique n'étaient pas mis à disposition, le projet de construction pourrait faire l'objet d'un recours, recours qui aurait toutes les chances d'aboutir. Un contrat-cadre sera donc conclu entre les villes de Bienne et Nidau et l'investisseur privé et la Direction de l'instruction publique. Les travaux se concentreront sur les objets et les vestiges de la préhistoire, en privilégiant les surfaces présentant de très bonnes conditions de conservation, tandis que les autres surfaces seront documentées au moyen d'une procédure simplifiée. Le coût des fouilles de sauvetage s'élèvera probablement à 28 millions de francs au total. Une subvention d'au moins 3 millions est attendue. Les deux villes concernées et le canton se partageront le solde. Suite à notre votation, le corps électoral de Bienne et Nidau se prononcera sur le projet Agglolac l'année prochaine et sur le crédit archéologique qui s'élève pour les communes à 12,5 millions de francs. Le crédit-cadre du canton est identique et dure quinze ans. Précisons encore que le crédit archéologique du canton est une condition nécessaire aux planifications ultérieures, c'est pourquoi vous êtes invités à vous prononcer aujourd'hui.

D'aucuns imaginent peut-être que nous pourrions renoncer à ces travaux fort onéreux: ce n'est pas le cas, la législation est très claire, le canton ne peut pas se soustraire à ces obligations. Par contre, il faut rappeler que les fouilles prévues ne seront pas exhaustives, elles se limitent véritablement à l'essentiel. Le site d'Agglolac fait également partie des pôles d'urbanisation d'importance cantonale et, selon le plan directeur cantonal, il s'agit d'utiliser le sol avec mesure et de concentrer l'urbanisation. Pour terminer, je résumerai l'affaire ainsi: c'est un projet qui a été mûrement réfléchi

et les divers partenaires ont très rapidement mené un dialogue constructif avec l'Instruction publique. Ainsi, une stratégie supportable pour tous a été élaborée en ce qui concerne l'étude scientifique dans le cadre d'une procédure collaborative. Enfin, la Commission cantonale d'experts pour l'archéologie soutient également cette stratégie. Au sein de la Commission, certains estimaient que l'engagement financier ne pouvait pas être pris sans d'autres consultations. Or, le plan intégré mission financement 2018–2020 a déjà intégré ces montants supplémentaires. Et donc, au nom de la Commission de la formation, je vous recommande d'accepter ce crédit-cadre.

Ulrich Stähli, Gasel (BDP). Ich kann es kurz machen. Es ist ein ähnliches Geschäft wie das vorangehende. Wenn man Kulturland schonen will, müssen sich die Städte und die grossen Dörfer entwickeln können: Innere Verdichtung – dieses Wort ist in aller Munde. Wenn die Städte Biel und Nidau mit einem modernen Quartier, dem sogenannten Agglolac, genau diesen Weg beschreiten, dann unterstützen wir dies als BDP selbstverständlich. Ohne die Sicherung der vermuteten archäologischen Objekte wird aber das städtebauliche Projekt nicht bewilligt. Das muss einfach klar sein. Auch hier bietet der ausgearbeitete Kostenteiler Gewähr, dass mit Vernunft und Augenmass vorgegangen wird. Wir stimmen dem Rahmenkredit einstimmig zu.

Vizepräsidentin Ursula Zybach übernimmt den Vorsitz.

Käthi Wälchli, Obersteckholz (SVP). Auf dem ehemaligen Expo-Gelände am Ufer des Bielersees planen die Städte Nidau und Biel ein neues Quartier: Agglolac. Es soll ein neues Wohnquartier entstehen mit insgesamt 124 000 m² Geschossfläche. Das Gebiet liegt aber auch in einem archäologischen Schutzgebiet. Im Untergrund befindet sich eine umfassende Pfahlbauersiedlung, die zum Unesco Weltkulturgut zählt. Bereits 1989 wurde im Rahmen der ersten Bestandsaufnahme der sogenannten Bielerseestation darauf hingewiesen, dass unter dem Nidauer Strandboden ein prähistorisches Siedlungsareal liege, dass im Fall einer Überbauung zu einem denkmalpflegerischen Problem werden könnte. Obwohl man eine spezielle Bauweise wählte, weil man es jetzt überbauen will, ist die Zerstörung eines Teils dieses wertvollen Untergrundes nicht zu vermeiden. Deshalb müssen Rettungsgrabungen vorgenommen und Teile ausgegraben und dokumentiert werden. Deshalb stimmen wir auch über einen Rahmenkredit von brutto 15,7 Mio. Franken ab. Die SVP stimmt dem Rahmenkredit grossmehrheitlich zu. Es wird aber auch einige Enthaltungen geben.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Quand l'Homme a l'opportunité de remonter le temps, quand l'Homme du 21^{ème} siècle est si près de rencontrer le passé, un passé vieux de quelque 5500 ans, il est légitime qu'il se pose des questions. C'est un peu comme s'il s'apprêtait à ouvrir, et le terme ne me paraît pas exagéré, un coffre contenant un trésor. Mais attention, ce trésor n'est pas fait d'espèces sonnantes et trébuchantes, ce qui conviendrait évidemment aux caisses de l'Etat. Chacun lui donne la valeur qu'il veut bien. Dans ce domaine aussi, nous sommes différents. Force est de constater que celles et ceux qui ne prennent pas en compte le passé récent sont encore nombreux. On veut bien creuser pour extraire du sel, du minerai, du pétrole, mais les vestiges d'une civilisation vieille de 5500 ans, qu'est-ce que cela peut bien rapporter? Les Verts ne partagent pas un tel raisonnement, et c'est presque à l'unanimité qu'ils approuveront ce crédit, et ceci pour les trois raisons suivantes.

Premièrement, le projet Agglolac s'inscrit dans une démarche d'urbanisation. Quand on parle d'urbanisation, le terme de densification, à l'heure actuelle, est incontournable. Les terres cultivables, comme l'a dit mon préopinant, doivent être préservées, nous le savons tous, les zones à bâtir se font de plus en plus rares. Les terrains dont nous parlons appartiennent à Bienne et à Nidau. Dans le domaine du développement des agglomérations, ce pôle urbanistique est d'importance cantonale. Sur ce site, on projette de construire, non pas des appartements de luxe, comme il en existe le long de la route qui mène à La Neuveville en sortant de Bienne. On va offrir des logements permettant d'attirer de la main-d'œuvre, on va aussi construire en respectant les standards du développement durable. Rappelons au passage que Bienne et Nidau parlent de ce projet depuis de nombreuses années déjà. Deuxièmement, la zone sur laquelle s'élèveront les immeubles, des zones de détente, des zones de vie est un site d'importance internationale, faisant partie du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 2011. On parle même d'un Pompéi du néolithique. Des objets fragiles faits de fibres végétales ou de bois se conservent pendant des siècles dans les sols humides. Ils sont souvent riches, car ils permettent de retracer en détails la vie dans les villages de pêcheurs et des paysans du préhistorique, où les fondements de notre société ont été posés. Certes, par la

construction d'Agglolac, certains vestiges seront détruits, mais la Commission fédérale des monuments historiques recommande de placer sous protection les plus significatifs. L'article 32 de la Constitution suisse exige d'ailleurs des cantons et des communes qu'ils prennent des mesures pour conserver les biens culturels. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que le Grand Conseil a approuvé une stratégie de protection du patrimoine. Il a cependant aussi décidé que les fouilles archéologiques sont à éviter dans la mesure du possible.

Troisième point, il est indéniable que de tels travaux coûtent cher, mais croyez-moi, les priorités ont été établies, une pesée d'intérêts a été faite. La volonté de ne pas gaspiller les deniers publics est réelle, on ne va pas tout sauvegarder, cependant des techniques de construction permettront de laisser des strates archéologiques intactes. La Confédération, les villes de Bienne et de Nidau ainsi que le canton de Berne participent aux coûts de l'étude scientifique. D'ailleurs, la rentabilité de ce complexe ne peut être garantie que si son coût ne dépasse pas 25 à 30 millions. Le groupe des Verts, presque unanime, vous recommande donc d'accepter ce crédit et d'en faire de même.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (EVP). Bei den archäologischen Rettungsgrabungen in Nidau im Projektperimeter Agglolac geht es zwar um doppelt so viel Geld wie beim Kiesabbau beim Challnechwald. Hier lassen sich aber die Kosten von 28 Mio. Franken ebenfalls rechtfertigen und das vor allem aus drei guten Gründen: Einerseits konnte der ursprüngliche Mittelbedarf für diese Rettungsgrabungen mit Priorisierungen und Projektoptimierungen von ursprünglich 70 Mio. Franken massiv auf 28 Mio. Franken reduziert werden. Siedlungsspuren zurück bis ins Jahr 3800 v. Chr. wurden im Projektperimeter bereits nachgewiesen. Es könnten aber sogar Siedlungsspuren bis ins 5. Jahrtausend v. Chr. bestehen. Die Rettungsgrabungen lohnen sich also.

Zweitens handelt es sich hier um ein städtebaulich extrem wichtiges Vorhaben für die Städte Biel und Nidau und die gesamte Region. Es soll ein neues Quartier mit qualitativ hochstehenden Wohnungen für 1500 Personen an bester und zentraler Wohnlage in unmittelbarer See- und Bahnhofsnähe entstehen. Das Investitionsvolumen beträgt 400 bis 500 Mio. Franken und ist für die Wirtschafts- und Siedlungsentwicklung in der Agglomeration Biel-Nidau zentral. Der Kanton leistet also mit einer Nettoinvestition von 12,5 Mio. Franken für die archäologischen Rettungsarbeiten die Basis dazu. Aufwand und Ertrag liegen hier in einem sehr guten Verhältnis.

Drittens wird Agglolac ein Leuchtturmprojekt für das verdichtete Bauen, wie es im neuen Raumplanungsgesetz und im kantonalen Richtplan vorgesehen ist. Sollte das Projekt an den hohen Archäologiekosten scheitern, so wäre das sehr schade und unverständlich. Es würde sich dann schon die Frage stellen: Wo, wenn nicht hier, in diesem urbanen Raum zwischen den Städten Biel und Nidau, soll dann noch mit entsprechender Qualität und entsprechendem Volumen verdichtet gebaut werden? Scheinbar haben aber schon unsere Vorfahren aus der prähistorischen Zeit das Wohnen an bester Lage direkt am See zu schätzen gewusst. Es ist eine Ironie der Geschichte, dass ausgerechnet dieser Umstand jetzt das gesamte Projekt Agglolac gefährden und zu Fall bringen könnte. Mit einem Drücken auf den Ja-Knopf können wir dies allerdings verhindern. Die EVP-Fraktion stimmt dem Rahmenkredit einstimmig und aus Überzeugung zu.

Michel Rudin, Lyss (glp). Sie haben es gesehen: Wir haben das vorherige Geschäft abgelehnt. Aus unserer Sicht hätten wir den Kredit beim Kiesabbau nicht geben wollen. Hier sehen wir es aber ein bisschen anders. Es geht um ein Investitionsvolumen von 500 Mio. Franken, das zum verdichteten Bauen führt. Da sehen wir es durchaus als gegeben, dass eine gewisse Notwendigkeit besteht. Wir erachten dies als ein gutes und sinnvolles Projekt. So nahe beim Bahnhof so etwas zu bauen, ist sicherlich eine gute Sache. Es gibt aber bei uns in der Gruppe jemanden, der sich explizit nicht dazu äussern und sich enthalten wird, weil er direkt betroffen ist. Es handelt sich um unseren Bieler Kollegen Nathan Güntensperger, der von seiner Unternehmung her betroffen ist und infolgedessen nicht abstimmen wird. Kurz: Wir werden dem Ganzen zustimmen, ausser Nathan, der sich nicht dazu äussern wird.

Ursula Zybach, Spiez (SP), Vizepräsidentin. Es haben sich keine weiteren Rednerinnen oder Redner angemeldet. Ich gebe daher dem Regierungsrat das Wort.

Bernhard Pulver, Erziehungsdirektor. Ich versuche mich kurz zu fassen, nicht, weil dieses Dossier nicht wichtig ist, sondern damit wir noch diese Woche mit den Geschäften der Erziehungsdirektion fertig werden. Es geht um die gleiche Thematik wie vorher beim Challnechwald. Ein wichtiges Bauprojekt steht hier in einem Kontext. Kies braucht es nachher auch für die regionale Entwicklung.

Gleichzeitig soll dieser Bau an einem Ort erfolgen, wo bedeutende archäologische Vorkommen sind. Wir haben bewusst die beiden Kredite zeitlich so aufeinander abgestimmt, dass sie gleichzeitig im Grossen Rat behandelt werden können und Sie einen Gesamtüberblick über die Projekte und die anstehenden Kosten erhalten. Wir haben im Moment eine enorme Bautätigkeit, auch wegen den tiefen Zinsen. Hier ist es zwar keine Frage der tiefen Zinsen, aber generell ist es so. Es geht um Siedlungsentwicklung in Räumen, wo halt auch schon früher Leute siedelten. Das hat häufig zur Folge, dass es archäologische Funde gibt. Beim Agglolac – es wurde erwähnt – wurden Reste unserer Vorfahren vor 6000 bis 3000 Jahren gefunden. Es handelt sich um Pfahlbauer und wirklich sehr bedeutende Vorkommen. Wir sind in diesem Fall auch mit dem Unesco Welterbe Pfahlbauten assoziiert. Es ist ganz klar nötig, dass wir hier Ausgrabungen machen. Ich möchte an dieser Stelle noch einmal Christian Bachmann erwähnen, der beim vorherigen Geschäft gesagt hat, es sei nicht nur eine Pflicht und eine lästige Aufgabe, dass wir diese Ausgrabungen machen müssen, die mühsam wären und Geld kosten würden. Vielmehr sei es auch eine Haltung des Respekts vor unseren Vorfahren, das Kennen unserer Herkunft und zu wissen, wohin wir gehen. Ich fände es ganz schwierig, die Reste unserer Vorfahren, die vor 6000 bis 3000 Jahren hier gelebt haben, einfach wegzubaggern, weil wir jetzt bauen wollen. Ich fände das persönlich schwierig, unabhängig davon, was im Gesetz steht. Es gibt auch einen Respekt und einen Erkenntnisgewinn, die wir daraus gewinnen können.

Aber jetzt wieder zurück zum Kredit: Auch die Stadt Biel und die Stadt Nidau haben von Anfang an gesehen, dass diese Befunde derart bedeutend sind. Wenn wir in diesem Fall nicht korrekt graben, werden wir sofort Nachbarn haben, die Beschwerden mit grossem – ich betone: grossem – Erfolg vor Bundesgericht einreichen. Trotzdem haben wir die Arbeit gemeinsam mit den Bauherren und den Planern gemacht, um auch in diesem Fall zu priorisieren. Insbesondere konnten wir durch Sondierungen feststellen, wo am meisten und wo nur wenige Funde zu erwarten sind. Dadurch kann man die Stellen, wo man mit den Bauten in grosse Tiefen gehen muss, gerade auf die Bereiche legen, wo keine grossen Funde erwartet werden. Dort, wo viele Funde sind, geht man weniger tief und unterkellert weniger. Dadurch werden die Kosten durch eine geschickte Planung des Terrains massiv reduziert. Ich glaube, Peter Gasser hat das bereits erwähnt. Das ist nun keine Güterabwägung, sondern Teil einer guten Planung, die der archäologische Dienst mit Bauherren immer sehr gut macht. Ich danke Ihnen für die Unterstützung dieser Vorlage. Es gibt anschliessend eine Volksabstimmung in Nidau und in Biel, in der die Bürgerinnen und Bürger ihren Anteil an den Kosten bewilligen werden. Deshalb handelt es sich bei diesem Geschäft nur um einen Nettokredit. Danke für die Zustimmung zu diesem Nettokredit.

Ursula Zybach, Spiez (SP), Vizepräsidentin. Somit kommen wir zur Abstimmung. Die Stimmenzähler sind auch wieder im Saal. Wer den Kredit «Archäologische Rettungsausgrabungen in Nidau» annehmen will, stimmt ja, wer ihn ablehnt, stimmt nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	129
Nein	5
Enthalten	5

Ursula Zybach, Spiez (SP), Vizepräsidentin. Sie haben den Kredit bewilligt.